

Autour du 18 mars, dans les obstacles à sa préparation, dans les suites à lui donner, apparaissent les enjeux principaux de la situation. Les coups portés au mouvement social vont-ils entraîner son KO définitif ? Allons-nous encore assistés, impuissants, à ces soirées électorales où l'extrême droite parade ? Ou bien trouvons-nous le chemin de la reconstruction du mouvement social ? Notre seule voie est celle de la solidarité et de l'unité contre le FN et l'offensive patronale, les étoiles jumelles de la haine sociale. Ouvrons le débat.

LES VRAIS ENJEUX DU 18 MARS

Ceux qui refusent la moindre place à la prise en compte des besoins sociaux sont les mêmes qui ont intérêt à l'échec du 18 mars et à empêcher la renaissance d'un nouveau cycle de mobilisations des salariés, actifs, chômeurs et retraités. **Qui donc ? Les forces du « Pacte », d'une part, l'extrême droite d'autre part.**

Les forces du « Pacte » piétinent l'emploi au nom du profit privé, elles ravalent le salaire à un coût insupportable au nom d'une compétitivité qui n'est que la concurrence entre patrons, elles livrent une Sécurité sociale qui ne leur appartient pas aux assurances privées par la destruction des cotisations patronales.

Ces forces sont coalisées pour faire tourner un système inédit de relations sociales truquées. En juin 2011 le Medef, la CGPME et l'UPA d'une part, la CFDT, la CGC et la CFTC d'autre part, cosignaient un long document sur la compétitivité. Ils créaient ainsi la matrice de la politique fondée sur la protection des profits et la destruction massive des emplois, de leur protections tant légale que sociale.

Les ANI, les « Pactes » - de compétitivité et de responsabilité -, les contre-réformes continuant les basses oeuvres libérales de Sarkozy sont ses enfants. **C'est sur cet accord que se joue la comédie des relations sociales dirigées par Hollande et les siens.**

Ces relations sociales truquées ont une fonction : parvenir à un « gouvernement technique », émancipé du système de représentation sociale et démocratique mis à mal de longue date par le chômage de masse et l'austérité sans fin. Hollande, président d'un Etat Nation inféodé comme jamais à l'Union européenne, est prêt à un remaniement ministériel de ce type. Gallois Premier ministre ?

Le Front national est l'autre force, qui n'a absolument pas intérêt à la manifestation des salariés pour leurs revendications. Ce Front n'est que le masque d'une extrême droite adossée à sa base traditionnelle, la petite bourgeoisie appauvrie et menacée par la crise. Elle ne vise pas une meilleure représentation sociale mais une ouverture en grand de la chasse aux immigrés. Le FN représente le boutiquier enragé par la crise et non la classe ouvrière, contrairement à ce qu'il veut faire croire.

Relayant le dénigrement permanent de la démocratie représentative par un patronat déchaîné, l'extrême droite moissonne toutes les frustrations pour les retourner contre sa vieille ennemie, la République. Pour le FN, il faut absolument que ce système ne fonctionne pas. Et les partis traditionnels font tout pour lui faire plaisir. Les affaires politiques du moment succèdent à la négation des lois sociales, à leur retrait devant les intérêts du capital. Pour le FN, la République sociale a vécu.

L'extrême droite n'est pas seulement l'éboueur de tous les racismes. Elle représente une vraie menace pour le mouvement social. Elle se nourrit de la faillite d'un système politique tourné vers le service de 1% de la population contre les 99% sans donner la moindre solution que l'expression de la haine. **Le vrai but de l'extrême droite ?** Fusionner avec les partis de la droite traditionnelle sur lesquels elle exerce un ascendant idéologique.

Cette prise de pouvoir sur la droite n'est pas du tout contradictoire avec les intérêts d'un patronat tourné vers ses seuls intérêts. Le Medef ne verrait pas d'un mauvais œil une opinion cadenassée par un nationalisme périmé, mais qui lui laisserait tout le loisir de continuer son business mondialisé.

Pour un front populaire et unitaire contre l'extrême droite, l'austérité qui la nourrit et pour la transformation sociale. Ces enjeux, autour du 18 mars, déterminent l'orientation des forces du mouvement social pour les mois qui viennent. Rien n'est écrit par avance, rien n'est joué.

Quelle alternative ? Ou bien les étoiles jumelles de la négation sociale triomphent, et la nuit tombe pour longtemps sur les intérêts du Travail. Ou bien, conscient à nouveau de son potentiel, le mouvement social reprend force et vigueur. **Mais son objectif à vocation majoritaire ne peut qu'être la transformation sociale, la rupture avec un système économique failli. Syndicats, partis et associations doivent ensemble forger cette perspective immédiate. Il y a le feu au lac.**